

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2016/29078]

21 JANVIER 2016. — Arrêté ministériel approuvant le dossier de référence de l'unité d'enseignement intitulée "Remise à niveau : français – communication : correction phonétique" (code 032006U11D1) classée au niveau de l'enseignement secondaire inférieur de transition de l'enseignement de promotion sociale

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale,

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 137;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale;

Vu l'avis conforme du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale du 17 décembre 2015,

Arrête :

Article 1^{er}. Le dossier de référence de l'unité d'enseignement intitulée « Remise à niveau : français – communication : correction phonétique » (code 032006U11D1) est approuvé.

Cette unité d'enseignement est classée au niveau de l'enseignement secondaire inférieur de transition de promotion sociale.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2016.

Bruxelles, le 21 janvier 2016.

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,
Mme I. SIMONIS

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29078]

21 JANUARI 2016. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het referentiedossier van de onderwijseenheid « Herhalingscursus : Frans – communicatie : fonetische verbetering » (code 032006U11D1) gerangschikt op het niveau van het lager secundair doorstromingsonderwijs van het onderwijs voor sociale promotie

De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 137;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 april 1992 houdende bevoegdheids-overdracht inzake het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het eensluidend advies van de Algemene raad van het onderwijs voor sociale promotie van 17 december 2015,

Besluit :

Artikel 1. Het referentiedossier van de onderwijseenheid « Herhalingscursus : Frans – communicatie : fonetische verbetering » (code 032006U11D1) wordt goedgekeurd.

Die onderwijseenheid wordt gerangschikt op het niveau van het lager secundair doorstromingsonderwijs van het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2016.

Brussel, 21 januari 2016.

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke kansen,
Mevr. I. SIMONIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/200646]

28 JANVIER 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Règlement n° 702/2014 (UE) de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.11, D.13, D.14, D.101 à D.104, D.107, D. 108, D.109, § 3, D.110, D.113, D.114, D.241, D. 242 et D.243;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 portant exécution du décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 juillet 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 juillet 2015;

Vu le rapport du 24 septembre 2015 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 16 juillet 2015;

Vu l'avis 58.230/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 octobre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable;

Considérant l'arrêté ministériel du 24 juillet 2013 portant validation des programmes de formation initiale permettant l'accès aux phytolicens "Assistant Usage professionnel", "Usage professionnel", "Distribution/Conseil" et "Distribution/conseil de produits non professionnels - NP";

Considérant l'avis de la Commission de la formation agricole n° 5, donné le 27 août 2015,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Conformément à l'article 4, 3°, du décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, le présent arrêté règle une matière visée à l'article 127 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les dispositions relatives à l'organisation et au subventionnement des cours de phytolicens s'appliquent sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° le centre de formation : le centre de formation professionnelle organisant des formations définies aux articles 4 et 7;

2° le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

3° l'inspection sociale : la Direction de l'Inspection sociale du Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

4° le Ministre : le Ministre ayant l'Agriculture dans ses attributions;

5° le participant : la personne visée à l'article D.98 du Code;

6° le programme wallon de développement rural : le programme au sens de l'article 6 du Règlement (UE) n° 1305/2013;

7° le service : la Direction de la Formation professionnelle du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie, tel que visé à l'article D.96 du Code;

8° le service de remplacement de l'agriculteur : le service de remplacement visé à l'article D. 3, 33°, du Code;

9° le Règlement (UE) n° 1305/2013 : le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

10° le Règlement (UE) n° 1306/2013 : le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil.

Le Ministre peut préciser les définitions visées à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE II. — Le contenu et la fin des formations

Section 1^{re}. — Le contenu des formations

Art. 3. En application des articles D.99, §§ 1^{er} et 2, et D.102, du Code, le centre de formation organise des formations en matière d'agriculture et de sylviculture à l'exception de l'apiculture.

Art. 4. § 1^{er}. Les cours de techniques agricoles visés à l'article D.99, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du Code ont pour objectif l'acquisition, par l'organisation de cours théoriques et pratiques, de connaissances et de compétences en matière de techniques agricoles, lesquelles constituent un socle de connaissances élémentaires à l'exercice d'une activité agricole.

Le Ministre définit les domaines de formation nécessaires à l'acquisition des connaissances et compétences visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Les cours de gestion et d'économie agricole visés à l'article D.99, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, du Code ont pour objectif l'acquisition, par l'organisation de cours théoriques, le cas échéant de cours pratiques, de connaissances et de compétences en droit, gestion et économie agricole.

§ 3. Les cours de perfectionnement visés à l'article D.102 du Code ont pour objectif le développement et l'approfondissement, par l'organisation de cours théoriques ou pratiques, de connaissances et de compétences acquises dans le cadre des cours de base agricole ou de gestion.

§ 4. Les cours visés aux paragraphes 1^{er} et 2, ainsi que les stages visés à l'article 9, sont organisés par tout centre répondant à des conditions particulières définies par le Ministre.

Le Ministre précise l'objet des cours visés aux paragraphes 2 et 3, dans le respect du programme wallon de développement rural tel qu'adopté le 20 juillet 2015 par la Commission européenne et le 23 juillet 2015 par le Gouvernement wallon.

§ 5. Le Ministre définit la durée minimale et maximale des programmes de formation visés aux paragraphes 1^{er} à 3, ainsi que le nombre minimal d'heures dispensées par jour.

Art. 5. Pour accéder aux cours de gestion et d'économie agricole, le participant, soit :

- 1° a suivi et réussi les cours de techniques agricoles ou son équivalent;
- 2° possède au minimum un titre, un certificat, ou un diplôme, à finalité agricole, délivré dans le cadre de l'enseignement ordinaire ou de l'enseignement en alternance ou leur équivalent;
- 3° dispose d'une ou plusieurs expériences probantes cumulées de trois ans dans le domaine de l'agriculture avant l'entrée en formation soit en tant qu' :

a) exploitant à titre principal ou complémentaire pour une durée minimale de neuf cents heures sur douze mois;

b) aidant ou conjoint aidant de l'exploitant visé au a) pour autant que l'aidant ou le conjoint aidant dispose de ce statut;

c) ouvrier ou employé comme équivalent temps plein.

Le Ministre ou son délégué se prononce sur les équivalences visées à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, au regard du contenu de la formation et des compétences acquises au terme de la formation concernée.

Le Ministre précise les diplômes visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, et détermine les documents démontrant l'existence de l'expérience probante visée à l'alinéa 1^{er}, 3°.

Art. 6. Le Ministre fixe un nombre minimal d'inscrits aux formations visées à l'article 4, §§ 1^{er} à 3, ainsi qu'un nombre minimal de participants aux examens.

Le Ministre peut fixer pour les formations visées à l'alinéa 1^{er} un nombre minimum de participants par formation qui sont éligibles au cofinancement FEADER.

Une diminution du montant des aides octroyées en vertu du présent arrêté est appliquée par le service au prorata du nombre de participants manquants, par rapport au nombre minimal d'inscrits aux formations fixé par le Ministre en vertu de l'alinéa 1^{er}.

Art. 7. En vue d'assurer la bonne organisation des cours à distance visés à l'article D.99, § 2, 1°, du Code, le Ministre peut prévoir des modalités organisationnelles et des obligations supplémentaires dans le chef des centres de formation. Il peut ainsi préciser le pourcentage d'heures de formation que le participant suit en présentiel, l'obligation de tenir un registre des travaux réalisés par les participants ainsi que les délais de suivi des travaux des participants.

Le contenu des cours à distance est soumis à l'approbation du service.

Section 2. — L'examen, l'évaluation, l'attestation et le certificat

Art. 8. § 1^{er}. Les cours de techniques agricoles et les cours de gestion et d'économie agricole se clôturent par la réussite d'un examen réalisé en fin de formation.

Pour valider les résultats de l'examen, le participant suit les cours à concurrence d'au moins quatre-vingts pour cent des heures du cycle complet.

Le Ministre peut déroger à ce pourcentage dans les cas de force majeure ou de circonstance exceptionnelle.

En cas de réussite de l'examen, le participant obtient un certificat signé par le Ministre ou son délégué.

Les cours de perfectionnement sont évalués proportionnellement à la durée des cours telle que proposée par le centre de formation dans le cadre de l'appel à projet. L'évaluation vérifie l'acquisition de connaissances et compétences du participant. En cas de réussite, le participant obtient une attestation d'acquisition de connaissances et compétences signée par le centre de formation.

§ 2. En vue d'exercer sa mission dans le cadre du présent arrêté, le représentant du service peut assister au déroulement des examens.

Le Ministre fixe le modèle de l'attestation et du certificat.

CHAPITRE III. — Le stage

Art. 9. Dans le cadre de la formation de base visée à l'article D.99, § 1^{er}, du Code, le centre de formation qui répond aux conditions visées à l'article 4, § 4, alinéa 1^{er}, organise le stage.

Le stage permet au stagiaire :

- 1° d'être confronté à des contextes sociaux et culturels différents de son environnement commun;
- 2° de disposer d'une approche globale d'une exploitation agricole;
- 3° d'acquérir et développer, par une mise en situation réelle du travail, des connaissances et des compétences professionnelles liées à l'exercice du métier d'agriculteur;
- 4° désirant s'installer en tant qu'agriculteur :

a) d'acquérir des compétences liées au métier de responsable d'une exploitation agricole;

b) de préparer son projet d'installation et faciliter l'élaboration de son plan d'entreprise visé à l'article 19, § 4, du Règlement (UE) n° 1305/2013.

Art. 10. Est admis au stage soit :

1° le titulaire d'un titre, un certificat, ou un diplôme, à finalité agricole, visés à l'article 5, alinéa 1^{er}, 2°, ou son équivalent;

2° le titulaire de l'attestation délivrée à l'issue des cours de gestion et d'économie agricole ou celui qui en disposera au plus tard avant la fin de la réalisation du stage ou de son équivalent;

3° la personne qui dispose d'une expérience probante visée à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3°, ou celle qui en disposera au plus tard avant la fin de la réalisation du stage.

Le Ministre ou son délégué se prononce sur les équivalences visées à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, au regard du contenu de la formation et des compétences acquises au terme de la formation concernée.

Art. 11. § 1^{er}. Le Ministre fixe la durée du stage ainsi que le nombre d'heures minimal que le stagiaire réalise par jour.

Le stage peut avoir lieu en partie dans un service de remplacement agréé et dans le cadre d'une formation scolaire reconnue. Il peut avoir lieu en partie dans une entreprise ou un organisme en relation avec le secteur agricole ainsi qu'en tout ou en partie à l'étranger.

§ 2. Le Ministre fixe les modalités relatives à la valorisation des prestations visées au paragraphe 1^{er} et peut déterminer une période maximale de valorisation des prestations dans un même lieu de stage.

La valorisation des prestations est attestée par tout document probant en ce compris une déclaration sur l'honneur, daté et signé par son émetteur.

Art. 12. En application de l'article D.101, alinéa 1^{er}, 5°, du Code, le centre de formation :

1° assure la recherche ou l'aide à la recherche d'un maître de stage en exploitation agricole, en entreprise ou dans un organisme en relation avec le secteur agricole;

2° informe et conseille les stagiaires en vue de fixer des objectifs individuels en corrélation avec les objectifs définis à l'article 9;

3° établit une convention, dont le modèle est déterminé par le Ministre, entre le stagiaire, le maître de stage, l'entreprise ou l'organisme en relation avec le secteur agricole et le centre de formation;

4° vérifie l'existence d'un contrat d'assurance contre les accidents, couvrant notamment tout accident causé ou supporté par le stagiaire, survenant pendant le stage et sur le chemin du lieu de stage qui garantit, en cas d'accident, les mêmes avantages que ceux prévus par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et;

5° assure le suivi individuel du stagiaire et l'évaluation du stage.

La convention visée à l'alinéa 1^{er}, 3°, précise au minimum les droits et obligations de chacune des parties à la convention, les objectifs du stage, la durée et le rythme hebdomadaire du stage, la description de toute fonction exercée par le stagiaire, le ou les lieux de prestations ainsi que les modalités d'évaluation du stage.

Art. 13. Le rapport du stagiaire et le rapport d'évaluation du maître de stage sanctionnent la fin du stage, dont les modèles sont définis par le Ministre.

Lorsque le stage est effectué auprès de plusieurs maîtres de stage, chacun réalise un rapport d'évaluation.

Le rapport d'évaluation porte au minimum sur l'atteinte ou non des objectifs du stagiaire définis dans la convention de stage.

Le centre de formation, délivre, selon les modèles déterminés par le Ministre, au stagiaire :

1° un rapport d'évaluation sur le déroulement du stage;

2° une attestation portant sur la réalisation du stage moyennant approbation préalable du service.

Le centre de formation réalise l'attestation de stage en double exemplaire dont un est transmis au stagiaire.

Un maître de stage ne prend pas en charge plusieurs stagiaires simultanément le même jour.

CHAPITRE IV. — *Financement*

Section 1^{re}. — Conditions d'octroi des subventions

Art. 14. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Ministre lance au moins un appel à projet par an dans le respect du programme wallon de développement rural, en vue de sélectionner les activités de formation permettant de rencontrer les objectifs visés à l'article D.97, du Code.

Lorsque des besoins en formation spécifiques et urgents apparaissent après le lancement des appels à projet visé à l'alinéa 1^{er}, en lien avec les objectifs de la formation visés à l'article D.97 du Code, le Ministre peut lancer un appel à projet spécifique dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

§ 2. Lorsque le projet est cofinancé sur la base du programme wallon de développement rural, la sélection des projets est effectuée comme suit :

1° par la vérification du respect des conditions d'admissibilité, portant sur les moyens matériels, humains et financiers dont dispose le centre de formation, nécessaires à sa viabilité et au bon fonctionnement des formations ainsi que sur la gestion administrative, financière et des ressources humaines du centre de formation;

2° par la vérification de la pertinence des formations au regard des objectifs visés à l'article D.97, du Code et des besoins de formation identifiés sur le territoire ainsi que de la qualité pédagogique des formations, en ce compris le contenu des formations, les méthodes pédagogiques et la compétence des formateurs et des maîtres de stage.

§ 3. Lorsque le financement du projet est entièrement à charge du budget de la Région wallonne :

1° le Ministre fixe les conditions d'admissibilité et les critères de sélection visés au paragraphe 2, 1° et 2°;

2° le comité de sélection en charge de la sélection des projets est composé de représentants du Ministre, des administrations concernées, du Centre wallon de Recherche agronomique et du collège des producteurs tel que visé aux articles D.70 à D.75 du Code.

Aucun membre ne siège au sein du comité de sélection si ses intérêts personnels ou ceux de l'organisme qu'il représente sont susceptibles d'entrer en concurrence avec la mission du comité de sélection.

Le comité de sélection mentionné à l'alinéa 1^{er}, peut inviter à participer à ses travaux à titre consultatif des experts de son choix et peut recueillir les avis de toute autre personne physique ou morale indépendante.

Lorsque les projets font l'objet d'un cofinancement européen :

1° le Ministre fixe les conditions d'admissibilité et les critères de sélection, après avis du comité de suivi, conformément au programme wallon de développement rural et à l'article D.243, du Code;

2° le comité de sélection en charge de la sélection des projets est celui institué dans le cadre du programme wallon de développement rural.

§ 4. Outre le respect des conditions d'admissibilité, le centre de formation visé à l'article D.106, du Code :

1° démontre qu'il répond selon le cas, soit dans sa région linguistique soit dans son pays, à des conditions équivalentes à celles visées au paragraphe 2;

2° a au minimum un siège d'exploitation situé sur le territoire de la région de langue française, organisant des activités de formation décrites par le présent arrêté.

§ 5. Dans le cadre de la sélection des projets, les formateurs répondent aux conditions de diplômes ou de titres équivalents, le cas échéant d'expérience probante, telles que déterminées par le Ministre et présentant un lien avec l'objet de la formation. Le Ministre précise l'expérience probante.

Les maîtres de stage répondent aux conditions déterminées par le Ministre et garantissant, au minimum que le maître de stage dispose de compétences pour assurer la formation technique du métier. En cas de stage en tout ou en partie à l'étranger, les conditions auxquelles répond le maître de stage sont au moins équivalentes à celles précitées.

En cas de candidatures insuffisantes pour répondre aux besoins de formation, le Ministre peut, sur demande dûment motivée introduite par le centre de formation, déroger aux conditions visées à l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, le centre de formation fait suivre par le personnel concerné, dans l'année qui suit son entrée en fonction, les formations nécessaires à l'acquisition des connaissances et compétences requises pour assurer la formation.

Le centre veille à disposer de formateurs et de maîtres de stage répondant aux conditions déterminées dans le cadre de l'appel à projet en vue d'assurer le déroulement des formations et des stages tout au long de l'appel à projet pour lequel il a été sélectionné.

§ 6. Seuls les dossiers des centres de formation ayant répondu favorablement aux conditions d'admissibilité sont examinés pour le respect des conditions mentionnées au paragraphe 2, 2°.

Le centre de formation admissible peut introduire des dossiers dans le cadre d'appels à projets lancés dans les deux années civiles qui suivent la décision selon une procédure simplifiée déterminée par le Ministre. Cette procédure simplifiée garantit annuellement que le centre de formation respecte les conditions d'admissibilité.

Le service vérifie le respect des critères de sélection et réalise un classement des projets sélectionnés sur la base de l'avis du comité de sélection.

Le Ministre définit la procédure de sélection et la liste des bénéficiaires des subventions dans le respect du programme wallon de développement rural et sur la base du classement établi par le service.

Art. 15. Le Ministre définit les modalités d'organisation des appels à projets.

Le Ministre définit les dates de lancement des appels à projet en tenant compte des budgets disponibles.

L'appel à projet est publié sur le site portail du service.

Le Ministre définit les dates d'introduction des dossiers après le lancement des appels à projet.

Il sélectionne des projets visés à l'article 14, dans les quatre mois du lancement de l'appel à projet.

Le Ministre peut compléter les procédures de sélection visées à l'article 14, § 2, et ajouter des conditions supplémentaires purement procédurales à l'appel à projet, ainsi que la liste des documents à joindre, dans le respect de la législation européenne.

Le Ministre peut prévoir des dispositions spécifiques pour les formations organisées durant l'année civile 2016.

Art. 16. § 1^{er}. Est exclue du bénéfice des subventions :

1° la personne physique ou morale poursuivant, par son activité de formation professionnelle, des buts publicitaires ou commerciaux;

2° l'activité de formation qui est déjà entièrement subventionnée par un pouvoir public.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2°, si d'autres subventions publiques couvrent partiellement le financement de l'activité, le centre de formation dont le projet a été sélectionné peut bénéficier de subventions pour le solde du financement de son projet.

§ 2. Le centre de formation peut réclamer une participation aux frais à charge des participants pour autant que l'organisation de formation ne donne pas lieu à des bénéfices dans le chef du centre de formation. La participation aux frais couvre une partie raisonnable et proportionnelle des frais généraux générés par son activité de formation non couverts par des subventions.

Section 2. — Modalités d'octroi des subventions

Art. 17. Le centre de formation sélectionné dans le cadre d'appel à projet bénéficie de subventions dont les montants sont établis dans les limites prévues dans la présente section.

Art. 18. En application de l'article D.256 du Code, le service assure la gestion et le contrôle administratif et financier des dossiers, en ce compris le constat des paiements indus.

Le service est en charge du paiement des subventions à l'exception de la part cofinancée par le FEADER dont l'organisme payeur assure le paiement.

Art. 19. Les subventions accordées aux centres de formation professionnelle sont plafonnées comme suit :

1° pour tout centre qui répond aux conditions prévues à l'article 4, § 4, alinéa 1^{er} :

a) 90,00 euros par heure de cours théorique;

b) 110,00 euros par heure de cours pratique;

2° pour tout centre qui ne répond pas aux conditions prévues à l'article 4, § 4, alinéa 1^{er} :

a) 75,00 euros par heure de cours théorique;

b) 100,00 euros par heure de cours pratique.

Les subventions visées à l'alinéa 1^{er} couvrent tous les frais liés aux activités, en ce compris, le cas échéant, les rémunérations, honoraires et indemnités du formateur, les frais d'organisation à charge du centre de formation, et les frais de fonctionnement du centre de formation, en ce compris les heures consacrées à l'examen.

Les subventions visées à l'alinéa 1^{er} ne couvrent pas les heures consacrées à l'examen des cours de pytholicence.

Art. 20. § 1^{er}. Les subventions accordées aux centres de formation pour l'organisation de stages conformément aux dispositions du chapitre 4, sont fixées à 500,00 euros par stagiaire, pour une durée minimale de vingt jours de stage et une durée maximale de soixante jours de stage.

§ 2. Le stagiaire perçoit une indemnité forfaitaire de 8,00 euros par jour presté pour une durée minimale de vingt jours de stage et une durée maximale de soixante jours de stage.

Le maître de stage perçoit une indemnité forfaitaire de 8,00 euros par jour presté. Dans le cas où le stage est effectué auprès de plusieurs maîtres de stage, l'indemnité est répartie entre les maîtres de stage proportionnellement à la durée d'accueil du stagiaire.

§ 3. En fonction des disponibilités budgétaires, le Ministre peut indexer, en janvier de chaque année, le montant des plafonds de subventions et indemnités sur base de l'indice santé en base 2013, en multipliant les montants visés aux paragraphes 1^{er} et 2 et à l'article 19, par l'indice santé de décembre de l'année précédente divisé par l'indice santé de décembre l'année 2015.

Section 3. — Paiement des subventions

Art. 21. Les rémunérations, honoraires, subventions et indemnités, octroyés en application du chapitre 4, sont versés intégralement aux centres de formation.

Les centres de formation sont responsables de leur répartition entre les divers ayant-droits et bénéficiaires.

Le Ministre définit les dépenses éligibles à titre de frais visés à l'article 19, alinéa 2, les modalités d'octroi et de liquidation des subventions aux centres de formation de même que les modalités d'introduction des déclarations de créance.

Art. 22. Le centre de formation transmet au service, au plus tard le 31 mars de chaque année, un rapport sur les programmes de formation dispensés pendant l'année civile précédente, dont le modèle est déterminé par le Ministre.

Le Ministre peut réclamer des informations complémentaires aux centres de formation afin d'identifier les besoins de formation sur le territoire.

CHAPITRE V. — Le contrôle

Art. 23. En application de l'article D.393 du Code, le contrôle et la surveillance du titre 4, chapitre 2, du Code et du présent arrêté sont exercés conformément au décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la reconversion et aux recyclages professionnels, modifié par le décret du 22 novembre 2007.

L'inspection sociale vérifie au minimum que le centre de formation dispose des capacités appropriées en termes de qualifications du personnel et de formation régulière pour mener à bien leur mission.

Art. 24. En application des articles 48 à 51 et 53 du Règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité, l'organisme payeur ou l'organisme à qui il délègue tout ou partie de ses missions de contrôle, vérifie au moyen de contrôle administratif, effectué par échantillonnage et sur place le respect des dispositions prévues en vertu du présent arrêté.

CHAPITRE VI. — Les sanctions

Art. 25. En application de l'article 60, du Règlement (UE) n° 1306/2013, un centre de formation dont il est établi qu'il a créé artificiellement les conditions requises en vue de sa sélection dans le cadre de l'appel à projet visé à l'article 14, est exclu du bénéfice des subventions visées au chapitre 4, section 2.

Art. 26. Pour les aides non cofinancées, lorsque le centre de formation, le stagiaire ou le maître de stage ne respecte pas ses obligations prévues par le Code et par le présent arrêté, la part de la subvention qui lui est due est diminuée proportionnellement à la gravité du non-respect de ces obligations et aux conséquences financières de l'irrégularité.

Pour les aides cofinancées, en application de l'article 35 du Règlement (UE) n° 640/2014 de la Commission complétant le Règlement (UE) n° 1306/2014, en cas de non-conformité grave ou s'il est établi que le bénéficiaire a fourni de faux éléments de preuve aux fins de recevoir l'aide ou a omis de fournir les informations nécessaires par négligence, l'aide est refusée ou est retirée en totalité. Par ailleurs, le bénéficiaire est exclu d'une mesure ou d'un type d'opération identique pendant l'année civile de la constatation et la suivante.

Le Ministre peut préciser le mode de calcul de la diminution.

Art. 27. Le recouvrement des subventions est effectué conformément aux articles D.258 à D.260 du Code.

Pour les subventions entièrement à charge de la Région wallonne et conformément à l'article D.17 du Code, l'agriculteur dispose de 45 jours ouvrables pour introduire un recours auprès du service.

CHAPITRE VII. — Les cas de force majeure et circonstances exceptionnelles

Art. 28. Conformément à l'article 2, § 2, du Règlement (UE) n° 1306/2013 du 17 décembre 2013, sont reconnus comme cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles :

1° le décès du responsable du centre de formation, du formateur ou du maître de stage;

2° l'incapacité professionnelle de longue durée du formateur et du maître de stage;

3° l'incapacité de courte durée d'assister aux cours de formation ou au stage pour le participant ou le stagiaire, justifiée par certificat médical délivré par un spécialiste;

4° une catastrophe naturelle grave qui affecte de façon importante l'exploitation du maître de stage ou l'organisation des formations;

5° la destruction accidentelle des bâtiments de l'exploitation du maître de stage ou du lieu dans lequel a lieu la formation;

6° l'expropriation de la totalité ou d'une grande partie de l'exploitation du maître de stage ou du lieu dans lequel ont lieu les formations pour autant que cette expropriation n'ait pu être anticipée le jour du début du stage.

Le Ministre peut définir d'autres cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles.

Lorsqu'une formation n'a pas été organisée en raison d'un cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles, le centre de formation, le stagiaire et le maître de stage conservent respectivement la subvention ou l'indemnité forfaitaire liée à cette formation pour autant qu'ils apportent les preuves y afférentes dans le délai prévu à l'article 4, 2., du Règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 29. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 portant exécution du décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, du 24 mars 2010, du 9 juillet 2015 et du 8 octobre 2015, il est inséré un article 1/1 rédigé comme suit :

« Art. 1/1. Le présent arrêté s'applique exclusivement à la formation apicole. »

Art. 30. Par dérogation à l'article 29, les activités organisées par les centres de formation et les associations d'amateurs agréés en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 portant exécution du décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture, et approuvées par le Ministre avant le 31 décembre 2015, restent soumises aux dispositions de l'arrêté du 18 septembre 2008 portant exécution du décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture.

Par dérogation à l'article 29, les formations organisées dans le cadre de l'apiculture en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 portant exécution du décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture et approuvées par le Ministre avant le 31 décembre 2015, restent soumises aux dispositions de l'arrêté du 18 septembre 2008 portant exécution du décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture.

Les stages réalisés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté en application de l'arrêté du 18 septembre 2008 portant exécution du décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture sont valorisés dans le cadre du présent arrêté pour une durée maximale de soixante jours par stagiaire.

Art. 31. Le présent arrêté garantit le respect des dispositions des articles 1^{er}, 3 à 10, 12, 13 et 21 du Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 33. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 janvier 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/200646]

28. JANUAR 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung von Titel IV Kapitel II des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf die Berufsbildung in der Landwirtschaft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.11, D.13, D.14, D.101 à D.104, D.107, D. 108, D.109, § 3, D.110, D.113, D.114, D.241, D. 242 und D.243;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 zur Durchführung des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft;

Aufgrund des am 13. Juli 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 16. Juli 2015 abgegebenen Gutachtens des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 24. September 2015;

Aufgrund der am 16. Juli 2015 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 21. Oktober 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 58.230/4 des Staatsrats;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 zwecks einer nachhaltigen Verwendung von Pflanzenschutz- und entsprechenden Zusatzmitteln;

In Erwägung des Ministerialerlasses vom 24. Juli 2013 zur Validierung der Erstausbildungsprogramme, die Zugang zu den Phytolizenzen "Assistent-berufliche Nutzung", "berufliche Nutzung", "Vertrieb/Beratung" und "Vertrieb/Beratung nicht berufliche Produkte - NB" ermöglichen;

In Erwägung des am 27. August 2015 abgegebenen Gutachtens Nr. 5 der Kommission für die Berufsbildung in der Landwirtschaft,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Durch vorliegenden Erlass wird kraft Artikel 138 der Verfassung eine in Artikel 127 der Verfassung bestimmte Angelegenheit geregelt, in Übereinstimmung mit Artikel 4 Ziffer 3 des Dekrets vom 11. April 2014 über die Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft, deren Ausübung der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission übertragen wird.

In Abweichung von Absatz 1 sind die Bestimmungen über die Organisation und Bezuschussung der Kurse über Phytolizenzen auf das gesamte Gebiet der Wallonischen Region anwendbar.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Ausbildungszentrum: das Berufsausbildungszentrum, das die Ausbildungen nach Artikel 4 und 7 organisiert;

2° Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

3° Sozialinspektion: die Direktion der Sozialinspektion der Abteilung Inspektion der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

4° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

5° Teilnehmer: die Person im Sinne von Artikel D.98 des Gesetzbuches;

6° wallonisches Programm für die ländliche Entwicklung: das Programm im Sinne von Artikel 6 der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013;

7° Dienststelle: die Direktion der Berufsausbildung der Abteilung Beschäftigung und Berufsausbildung der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie im Sinne von Artikel D.96 des Gesetzbuches;

8° Dienst zur Vertretung des Landwirts: der Vertretungsdienst im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 33 des Gesetzbuches;

Verordnung (EU) Nr. 1305/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

10° Verordnung (EU) Nr. 1306/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates.

Der Minister kann die Definitionen nach Absatz 1 genauer festlegen.

KAPITEL II — Inhalt und Abschluss der Ausbildungen

Abschnitt 1 — Inhalt der Ausbildungen

Art. 3 - In Anwendung von Artikel D.99 § 1 und § 2 und von Artikel D.102 des Gesetzbuches organisiert das Ausbildungszentrum Ausbildungslehrgänge in den Bereichen Landwirtschaft und Forstwirtschaft, unter Ausschluss der Bienenhaltung.

Art. 4 - § 1 - Die Kurse über Agrartechnik nach Artikel D. 99 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 des Gesetzbuches bezwecken den Erwerb – durch die Organisation von theoretischen und praktischen Lehrgängen – von Kenntnissen und Fähigkeiten in der Agrartechnik, die eine Grundlage für die Ausübung einer landwirtschaftlichen Tätigkeit darstellen.

Der Minister bestimmt die Bereiche der Ausbildung, die zum Erwerb der Kenntnisse und Fähigkeiten nach Absatz 1 nötig sind.

§ 2 - Die Kurse in den Bereichen Betriebsführung und Agrarwirtschaft nach Artikel D.99 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 des Gesetzbuches bezwecken den Erwerb – durch die Organisation von theoretischen, ggf. von praktischen Lehrgängen – von Kenntnissen und Fähigkeiten in den Bereichen Recht, Betriebsführung und Agrarwirtschaft.

§ 3 - Die Weiterbildungslehrgänge nach Artikel D.102 des Gesetzbuches bezwecken die Weiterentwicklung und Vertiefung – durch die Organisation von theoretischen oder von praktischen Lehrgängen – von Kenntnissen und Fähigkeiten, die zuvor im Rahmen der Grundausbildung im Bereich der Agrarwirtschaft oder der Betriebsführung erworben wurden.

§ 4 - Die Lehrgänge nach den Paragraphen 1 und 2 sowie die Praktikantenprogramme nach Artikel 9 werden von jedem Zentrum organisiert, das vom Minister bestimmten Sonderbedingungen genügt.

Der Minister präzisiert den Zweck der in den Paragraphen 2 und 3 genannten Lehrgänge unter Beachtung des am 20. Juli 2015 von der Europäischen Kommission und am 23. Juli 2015 von der Wallonischen Regierung angenommenen wallonischen Programms für die ländliche Entwicklung.

§ 5 - Der Minister bestimmt die Mindestdauer und die Höchstdauer der in den Paragraphen 1 bis 3 genannten Ausbildungsprogramme sowie die Mindeststundenzahl pro Tag.

Art. 5 - Um Zugang zu den Kursen in den Bereichen Betriebsführung und Agrarwirtschaft zu haben, muss der Teilnehmer

1° an Kursen über Agrartechnik oder gleichwertigen Kursen erfolgreich teilgenommen haben;

2° mindestens einen Titel, ein Zeugnis oder ein Diplom im Bereich Landwirtschaft haben, der/das im Rahmen des Regelunterrichtswesens, des dualen Unterrichtswesens oder eines gleichwertigen Unterrichtswesens ausgestellt worden ist;

3° vor dem Anfang der Ausbildung eine oder mehrere kumulierte nachgewiesene Erfahrungen von drei Jahren im Bereich der Landwirtschaft haben, als

a) haupt- oder nebenberuflicher Betreiber während einer Mindestdauer von neunhundert Stunden innerhalb von zwölf Monaten;

b) Helfer oder mithelfender Ehepartner des unter a) genannten Betreibers, insofern der Helfer oder mithelfende Ehepartner diesen Status hat;

c) vollzeitiger Arbeiter oder Angestellter.

Der Minister oder dessen Stellvertreter entscheidet über die in Absatz 1 Ziffern 1 und 2 genannte Gleichwertigkeit aufgrund des Inhalts der Ausbildung und der am Abschluss der betreffenden Ausbildung erworbenen Fähigkeiten.

Der Minister präzisiert die in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Diplome und bestimmt, welche Dokumente die Erfahrung nach Absatz 1 Ziffer 3 nachweisen können.

Art. 6 - Der Minister bestimmt die Mindestanzahl von Teilnehmern an den in Artikel 4 § 1 und § 3 genannten Ausbildungslehrgängen sowie die Mindestanzahl von Teilnehmern an den Prüfungen.

Für die in Absatz 1 genannten Ausbildungslehrgänge kann der Minister eine Mindestanzahl von Teilnehmern pro Lehrgang bestimmen, für welche ein Anspruch auf die ELER-Mitfinanzierung besteht.

Die Dienststelle verringert den Betrag der kraft des vorliegenden Erlasses gewährten Beihilfen verhältnismäßig zur Anzahl fehlender Teilnehmer unter Berücksichtigung der vom Minister kraft Absatz 1 bestimmten Mindestanzahl von Teilnehmern an den Ausbildungslehrgängen.

Art. 7 - Zwecks einer guten Organisation der Fernkurse nach Artikel D.99 § 2 Ziffer 1 des Gesetzbuches kann der Minister zusätzliche Durchführungsbestimmungen und Verpflichtungen seitens der Ausbildungszentren vorsehen. So kann er die Anzahl Ausbildungsstunden mit obligatorischer Anwesenheit der Teilnehmer vor Ort, die Pflicht der Führung eines Registers der von den Teilnehmern durchgeführten Arbeiten sowie die Fristen für die Überwachung der von den Teilnehmern durchgeführten Arbeiten bestimmen.

Der Inhalt der Fernkurse unterliegt der Zustimmung der Dienststelle.

Abschnitt 2 — Prüfung, Bewertung, Bescheinigung und Zeugnis

Art. 8 - § 1 - Die Kurse über Agrartechnik und die Kurse in den Bereichen Betriebsführung und Agrarwirtschaft werden mit dem Bestehen einer Prüfung am Ende der Ausbildung abgeschlossen.

Um die Ergebnisse der Prüfung zu validieren, muss der Teilnehmer bei mindestens achtzig Prozent der Stunden des gesamten Zyklus anwesend sein.

In Fällen höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände kann der Minister von diesem Prozentsatz abweichen.

Wenn der Teilnehmer die Prüfung besteht, erhält er ein vom Minister oder dessen Stellvertreter unterzeichnetes Zeugnis.

Die Weiterbildungslehrgänge werden im Verhältnis zur Dauer der Kurse bewertet, so wie sie vom Ausbildungszentrum im Rahmen des Projektauftrags vorgeschlagen wird. Die Bewertung besteht darin, zu prüfen, ob der Teilnehmer die betreffenden Kenntnisse und Fähigkeiten erworben hat. Bei einer erfolgreichen Bewertung erhält der Teilnehmer eine vom Ausbildungszentrum unterzeichnete Bescheinigung über den Erwerb der Kenntnisse und Fähigkeiten.

§ 2 - Zwecks der Erfüllung seiner Aufgabe im Rahmen des vorliegenden Erlasses kann der Vertreter der Dienststelle bei den Prüfungen anwesend sein.

Der Minister legt das Muster für die Bescheinigung und das Zeugnis fest.

KAPITEL III — Das Praktikantenprogramm

Art. 9 - Im Rahmen der Grundausbildung nach Artikel D.99 § 1 des Gesetzbuches wird das Praktikantenprogramm von dem Ausbildungszentrum organisiert, das die Bedingungen nach Artikel 4 § 4 Absatz 1 erfüllt.

Das Praktikantenprogramm ermöglicht es dem Praktikanten,

1° einem gesellschaftlichen und kulturellen Kontext gegenüber zu stehen, der sich von seiner gewöhnlichen Umgebung unterscheidet;

2° eine Gesamtübersicht über einen landwirtschaftlichen Betrieb zu erhalten;

3° durch eine Arbeit unter realen Bedingungen berufliche Kenntnisse und Fähigkeiten zu erwerben und zu entwickeln, die in Zusammenhang mit dem Beruf des Landwirts stehen;

4° der sich als Landwirt niederlassen möchte,

a) die Fähigkeiten zu erwerben, die in Verbindung mit dem Beruf einer für einen landwirtschaftlichen Betrieb verantwortlichen Person stehen;

b) sein Projekt in Bezug auf seine Niederlassung vorzubereiten, und die Ausarbeitung seines Geschäftsplans nach Artikel 19 § 4 der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 zu erleichtern.

Art. 10 - Werden zum Praktikantenprogramm zugelassen:

1° der Inhaber eines Titels, eines Zeugnisses oder eines Diploms im Bereich Landwirtschaft nach Artikel 5 Absatz 1 Ziffer 2 oder eines gleichwertigen Dokuments, oder

2° der Inhaber der am Abschluss der Kurse in den Bereichen Betriebsführung und Agrarwirtschaft ausgestellten Bescheinigung oder derjenige, der spätestens vor dem Ende des Praktikantenprogramms über diese Bescheinigung oder ein gleichwertiges Dokument verfügen wird, oder

3° die Person, die eine nachgewiesene Erfahrung nach Artikel 5 Absatz 1 Ziffer 3 hat, oder diese Erfahrung spätestens vor dem Ende des Praktikantenprogramms haben wird.

Der Minister oder dessen Stellvertreter entscheidet über die in Absatz 1 Ziffern 1 und 2 genannte Gleichwertigkeit aufgrund des Inhalts der Ausbildung und der am Abschluss der betreffenden Ausbildung erworbenen Fähigkeiten.

Art. 11 - § 1 - Der Minister bestimmt die Dauer des Praktikantenprogramms sowie die Mindeststundenzahl, die der Praktikant pro Tag leistet.

Das Praktikantenprogramm kann teilweise in einem zugelassenen Vertretungsdienst und im Rahmen einer anerkannten schulischen Ausbildung stattfinden. Es kann teilweise in einem Unternehmen oder einer Einrichtung, das bzw. die mit dem Landwirtschaftssektor verbunden ist, sowie ganz oder teilweise im Ausland stattfinden.

§ 2 - Der Minister bestimmt die Modalitäten in Bezug auf die Verrechnung der in Paragraf 1 genannten Leistungen, und kann einen Höchstzeitraum für die Verrechnung der Leistungen in ein und demselben Praktikumsort bestimmen.

Die Verrechnung der Leistungen wird durch jegliches beweiskräftige Dokument bescheinigt, einschließlich einer ehrenwörtlichen Erklärung, die von ihrem Aussteller datiert und unterzeichnet wird.

Art. 12 - In Anwendung von Artikel D.101 Absatz 1 Ziffer 5 des Gesetzbuches hat das Ausbildungszentrum folgende Aufgaben:

1° es sucht oder hilft bei der Suche nach einem Lehrpraktiker in einem landwirtschaftlichen Betrieb, einem Unternehmen oder einer Einrichtung, das bzw. die mit dem Landwirtschaftssektor verbunden ist;

2° es informiert und berät die Praktikanten zwecks der Festlegung individueller Zielsetzungen in Verbindung mit den in Artikel 9 bestimmten Zielsetzungen;

3° es erstellt eine Vereinbarung, deren Muster vom Minister festgelegt wird, zwischen dem Praktikanten, dem Lehrpraktiker, dem Unternehmen oder der Einrichtung, das bzw. die mit dem Landwirtschaftssektor verbunden ist, und dem Ausbildungszentrum;

4° es prüft, ob ein Unfallversicherungsvertrag besteht, der insbesondere alle während des Praktikantenprogramms oder auf dem Weg zum Praktikumsort vorkommenden Unfälle deckt, die vom Praktikanten verursacht oder ertragen werden, wobei dieser Vertrag bei Unfall dieselben Vorteile garantiert wie diejenigen, die im Gesetz vom 10. April 1971 über die Arbeitsunfälle vorgesehen sind;

5° es gewährleistet die individuelle Begleitung des Praktikanten und die Bewertung des Praktikantenprogramms.

In der Vereinbarung nach Absatz 1 Ziffer 3 werden mindestens die Rechte und Pflichten jeder Partei, die Zielsetzungen des Praktikantenprogramms, die Dauer und der wöchentliche Rhythmus des Praktikantenprogramms, die Beschreibung jeder vom Praktikanten ausgeübten Funktion, der oder die Orte der Leistungen sowie die Modalitäten für die Bewertung des Praktikantenprogramms angegeben.

Art. 13 - Der Bericht des Praktikanten und der Bewertungsbericht des Lehrpraktikers, deren Muster vom Minister bestimmt werden, schließen das Praktikantenprogramm ab.

Wenn das Praktikantenprogramm bei mehr als einem Lehrpraktiker stattfindet, hat jeder Lehrpraktiker einen Bewertungsbericht zu verfassen.

In dem Bewertungsbericht wird mindestens angegeben, ob der Praktikant die in der Praktikumsvereinbarung bestimmten Zielsetzungen erreicht hat.

Das Ausbildungszentrum stellt dem Praktikanten folgende, nach vom Minister festgelegten Mustern verfasste Dokumente aus:

1° einen Bewertungsbericht über den Ablauf des Praktikantenprogramms;

2° eine Bescheinigung über die Absolvierung des Praktikantenprogramms, insofern eine vorherige Genehmigung der Dienststelle vorliegt.

Das Ausbildungszentrum stellt die Praktikumsbescheinigung in zweifacher Ausfertigung aus; ein Exemplar wird dem Praktikanten übermittelt.

Ein Lehrpraktiker kümmert sich nicht gleichzeitig um mehrere Praktikanten am selben Tag.

KAPITEL IV — Finanzierung

Abschnitt 1 — Bedingungen für die Gewährung der Zuschüsse

Art. 14 - § 1 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel leitet der Minister unter Einhaltung des wallonischen Programms für die ländliche Entwicklung jedes Jahr mindestens einen Projektauftrag ein, um Ausbildungsaktivitäten auszuwählen, die es ermöglichen, die in Artikel D.97 des Gesetzbuches erwähnten Zielsetzungen zu erfüllen.

Wenn ein spezifischer und dringender Ausbildungsbedarf in Zusammenhang mit den in Artikel D.97 des Gesetzbuches erwähnten Zielsetzungen der Ausbildung nach der Einleitung des Projektauftrags nach Absatz 1 entsteht, kann der Minister einen spezifischen Aufruf zur Einreichung von Projekten innerhalb der verfügbaren Haushaltsmittel einleiten.

§ 2 - Wenn das Projekt auf der Grundlage des wallonischen Programms für die ländliche Entwicklung mitfinanziert wird, erfolgt die Auswahl der Projekte wie folgt:

1° Prüfung der Einhaltung der Zulässigkeitsbedingungen in Bezug auf die materiellen, menschlichen und finanziellen Mittel, über die das Ausbildungszentrum verfügt, und die zu seiner Lebensfähigkeit und zur guten Abwicklung der Ausbildungslehrgänge notwendig sind, sowie in Bezug auf die administrative und finanzielle Verwaltung und das Humanressourcen-Management des Ausbildungszentrums;

2° Prüfung der Relevanz der Ausbildungen im Hinblick auf die in Artikel D.97 des Gesetzbuches genannten Zielsetzungen und die im Gebiet identifizierten Ausbildungsbedürfnisse sowie der pädagogischen Qualität der Lehrgänge, einschließlich deren Inhalts, der pädagogischen Methoden und der Kompetenz der Ausbilder und Lehrpraktiker.

§ 3 - Wenn die Finanzierung des Projekts vollständig zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region ist,

1° bestimmt der Minister die in Paragraf 2 Ziffern 1 und 2 genannten Zulässigkeitsbedingungen und Auswahlkriterien;

2° setzt sich der mit der Auswahl der Projekte beauftragte Ausschuss aus Vertretern des Ministers, der betroffenen Verwaltungen, des Wallonischen Zentrums für agronomische Forschung und des Erzeugerkollegiums nach Artikel D.70 bis D.75 des Gesetzbuches zusammen.

Kein Mitglied nimmt an den Tagungen des Auswahlausschusses teil, wenn seine persönlichen Interessen oder diejenigen der Einrichtung, die er vertritt, mit der Aufgabe des Auswahlausschusses in Konkurrenz treten könnten.

Der Auswahlausschuss nach Absatz 1 kann von ihm frei gewählte Sachverständige im Rahmen einer Beratungsfunktion zur Teilnahme an seinen Arbeiten einladen und kann das Gutachten jeder weiteren unabhängigen natürlichen oder juristischen Person einholen.

Wenn die Projekte Gegenstand einer europäischen Mitfinanzierung sind,

1° bestimmt der Minister die Zulässigkeitsbedingungen und Auswahlkriterien nach Begutachtung durch den Begleitausschuss, in Übereinstimmung mit dem wallonischen Programm für die ländliche Entwicklung und gemäß Artikel D.243 des Gesetzbuches;

2° ist der mit der Auswahl der Projekte beauftragte Ausschuss derjenige, der im Rahmen des wallonischen Programms für die ländliche Entwicklung eingesetzt wurde.

§ 4 - Neben der Einhaltung der Zulässigkeitsbedingungen hat das in Artikel D.106 des Gesetzbuch genannte Ausbildungszentrum folgende Aufgaben:

1° es beweist, dass es je nach Fall, entweder in seinem Sprachgebiet oder in seinem Land, Bedingungen genügt, die denjenigen nach Paragraph 2 entsprechen;

2° es beweist, dass es mindestens über einen in dem französischsprachigen Gebiet gelegenen Betriebssitz verfügt, der in vorliegendem Erlass beschriebene Aktivitäten organisiert.

§ 5 - Im Rahmen der Auswahl der Projekte genügen die Ausbilder den Bedingungen in Sachen Diplome oder gleichwertige Titel und ggf. in Sachen nachgewiesene Erfahrung in Zusammenhang mit dem Gegenstand der Ausbildung, so wie sie vom Minister festgelegt wurden. Der Minister präzisiert den Begriff der nachgewiesenen Erfahrung.

Die Lehrpraktiker genügen den vom Minister festgelegten Bedingungen, die zumindest den Tatbestand garantieren, dass der Lehrpraktiker über die nötigen Fähigkeiten verfügt, um die technische Ausbildung im Beruf zu gewährleisten. Wenn das Praktikantenprogramm insgesamt oder teilweise im Ausland stattfindet, sind die Bedingungen, denen der Lehrpraktiker genügt, mindestens mit den oben genannten Bedingungen gleichwertig.

Im Falle von unzureichenden Bewerbungen, um den Ausbildungsbedarf zu decken, kann der Minister auf einen ordnungsgemäß begründeten, vom Ausbildungszentrum eingereichten Antrag, von den Bedingungen nach Absatz 1 abweichen. In diesem Fall sorgt das Ausbildungszentrum dafür, dass die betroffenen Personalmitglieder im Jahre nach deren Amtsantritt an den Ausbildungen teilnehmen, die zum Erwerb der Kenntnisse und Fähigkeiten nötig sind, um die Ausbildung gewährleisten zu können.

Das Ausbildungszentrum bemüht sich darum, über Ausbilder und Lehrpraktiker zu verfügen, die den Bedingungen genügen, die im Rahmen des Projektauftrags festgelegt wurden, um den guten Ablauf der Ausbildungen und Praktikantenprogramme im Laufe des gesamten Projektauftrags, für welchen es ausgewählt wurde, zu gewährleisten.

§ 6 - Zur Prüfung der Erfüllung der unter Paragraph 2 Ziffer 2 angegebenen Bedingungen werden nur die Akten derjenigen Ausbildungszentren untersucht, die den Zulässigkeitsbedingungen genügt haben.

Das zulässige Ausbildungszentrum kann Akten einreichen im Rahmen von Projektaufträgen, die innerhalb von zwei Kalenderjahren nach dem Beschluss eingeleitet werden; dabei benutzen sie ein vom Minister festgelegtes vereinfachtes Verfahren. Dieses vereinfachte Verfahren garantiert jedes Jahr, dass das Ausbildungszentrum die Zulässigkeitsbedingungen erfüllt.

Die Dienststelle prüft die Einhaltung der Auswahlkriterien und stuft die ausgewählten Projekte aufgrund des Gutachtens des Auswahlausschusses ein.

Der Minister bestimmt das Auswahlverfahren und die Liste der Zentren, die auf die Zuschüsse Anspruch haben, unter Einhaltung des wallonischen Programms für die ländliche Entwicklung und aufgrund der von der Dienststelle vorgenommenen Einstufung.

Art. 15 - Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Organisation der Projektaufträge.

Unter Berücksichtigung der verfügbaren Haushaltsmittel bestimmt der Minister das Datum, an dem die Projektaufträge eingeleitet werden.

Der Projektauftrag wird auf dem Internetportal der Dienststelle veröffentlicht.

Der Minister bestimmt das Datum, an dem die Akten eingereicht werden müssen, nachdem die Projektaufträge eingeleitet worden sind.

Innerhalb von vier Monaten nach dem Einleiten des Projektauftrags wählt er die in Artikel 14 genannten Projekte aus.

Der Minister kann die in Artikel 14 § 2 genannten Auswahlverfahren ergänzen und unter Einhaltung der europäischen Gesetzgebung dem Projektauftrag zusätzliche, rein prozedurale Bedingungen, sowie die Liste der beizufügenden Dokumente, hinzufügen.

Für die im Laufe des Kalenderjahres 2016 organisierten Ausbildungen kann der Minister spezifische Bestimmungen vorsehen.

Art. 16 - § 1 - Werden vom Anspruch auf die Zuschüsse ausgeschlossen:

1° die natürliche oder juristische Person, die durch ihre Aktivität im Bereich der Berufsausbildung Werbe- oder Geschäftszwecke verfolgt;

2° die Aktivität der Berufsausbildung, die bereits vollständig von einer öffentlichen Behörde bezuschusst wird.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 2, wenn andere öffentliche Subventionen die Finanzierung der Aktivität teilweise decken, kann das Ausbildungszentrum, dessen Projekt ausgewählt wurde, für die Finanzierung des Restbetrags seines Projekts Zuschüsse erhalten.

§ 2 - Das Ausbildungszentrum kann von den Teilnehmern eine Kostenbeteiligung verlangen, unter der Bedingung, dass die Ausbildung keine Gewinne zugunsten des Ausbildungszentrums abwirft. Die Kostenbeteiligung deckt einen angemessenen und verhältnismäßigen Teil der allgemeinen Kosten in Verbindung mit der Aktivität der Ausbildung, der nicht durch Zuschüsse gedeckt wird.

Abschnitt 2 — Modalitäten für die Gewährung der Zuschüsse

Art. 17 - Das im Rahmen des Projektauftrags ausgewählte Ausbildungszentrum hat Anspruch auf Zuschüsse, deren Beträge innerhalb der in vorliegendem Abschnitt vorgesehenen Grenzen festgelegt werden.

Art. 18 - In Anwendung von Artikel D.256 des Gesetzbuches gewährleistet die Dienststelle die Verwaltung und die administrative und finanzielle Kontrolle der Akten, einschließlich der ungeschuldet getätigten Zahlungen.

Die Dienststelle wird mit der Zahlung der Zuschüsse beauftragt, mit Ausnahme des vom ELER mitfinanzierten Teils, dessen Zahlung von der Zahlstelle durchgeführt wird.

Art. 19 - Die den beruflichen Ausbildungszentren gewährten Zuschüsse weisen folgende Grenzbeträge auf:

1° für jedes Zentrum, das die Bedingungen nach Artikel 4 § 4 Absatz 1 erfüllt:

a) 90,00 Euro pro Stunde theoretischen Unterrichts;

b) 110,00 Euro pro Stunde praktischen Unterrichts;

2° für jedes Zentrum, das die Bedingungen nach Artikel 4 § 4 Absatz 1 nicht erfüllt:

a) 75,00 Euro pro Stunde theoretischen Unterrichts;

b) 100,00 Euro pro Stunde praktischen Unterrichts.

Die Zuschüsse nach Absatz 1 decken alle Kosten in Verbindung mit den Aktivitäten, ggf. einschließlich der Löhne, des Honorars und der Vergütungen der Ausbilder, der Organisationskosten zu Lasten des Ausbildungszentrums, und der Funktionskosten des Ausbildungszentrums, einschließlich der den Prüfungen gewidmeten Stunden.

Die Zuschüsse nach Absatz 1 decken nicht die den Prüfungen gewidmeten Stunden für die Kurse über Phytolizenzen.

Art. 20 - § 1 - Die Zuschüsse, die den Ausbildungszentren für die Organisation von Praktikantenprogrammen gemäß Kapitel 4 gewährt werden, betragen 500,00 Euro pro Praktikanten für eine Mindestdauer des Praktikantenprogramms von zwanzig Tagen und eine Höchstdauer des Praktikantenprogramms von sechzig Tagen.

§ 2 - Der Praktikant erhält eine Pauschalvergütung von 8,00 Euro pro geleisteten Tag für eine Mindestdauer des Praktikantenprogramms von zwanzig Tagen und eine Höchstdauer des Praktikantenprogramms von sechzig Tagen.

Der Lehrpraktiker erhält eine Pauschalvergütung von 8,00 Euro pro geleisteten Tag. Falls das Praktikum bei mehr als einem Lehrpraktiker geleistet wird, wird die Vergütung verhältnismäßig zur Dauer der Aufnahme des Praktikanten unter den Lehrpraktikern aufgeteilt.

§ 3 - Je nach den verfügbaren Haushaltsmitteln kann der Minister jedes Jahr im Januar den Höchstbetrag der Zuschüsse und Vergütungen aufgrund des Gesundheitsindex (Basisindex: 2013) indexieren, indem die in den Paragraphen 1 und 2 und in Artikel 19 genannten Beträge mit dem Gesundheitsindex von Dezember des vorigen Jahres, geteilt durch den Gesundheitsindex von Dezember 2015, multipliziert werden.

Abschnitt 3 — Zahlung der Zuschüsse

Art. 21 - Die in Anwendung von Kapitel 4 gewährten Entlohnungen, Honorare, Zuschüsse und Vergütungen werden vollständig den Ausbildungszentren überwiesen.

Die Ausbildungszentren sind für die Verteilung dieser Beträge unter den verschiedenen Berechtigten und Zuschussempfängern verantwortlich.

Der Minister bestimmt die als Kosten im Sinne von Artikel 19 Absatz 2 zulässigen Ausgaben, die Modalitäten für die Gewährung und Auszahlung der Zuschüsse an die Ausbildungszentren sowie die Modalitäten für die Einreichung der Forderungserklärungen.

Art. 22 - Spätestens am 31. März eines jeden Jahres übermittelt das Ausbildungszentrum der Dienststelle einen Bericht über die während des vorherigen Kalenderjahres durchgeführten Ausbildungsprogramme. Der Minister legt das Muster für diesen Bericht fest.

Der Minister kann von den Ausbildungszentren zusätzliche Informationen verlangen, um die Ausbildungsbedürfnisse für das gedeckte Gebiet zu identifizieren.

KAPITEL V — Kontrolle

Art. 23 - In Anwendung von Artikel D.393 des Gesetzbuches werden die Kontrolle und Aufsicht in Bezug auf Titel 4 Kapitel 2 des Gesetzbuches und in Bezug auf vorliegenden Erlass in Übereinstimmung mit dem Dekret vom 5. Februar 1998 über die Überwachung und Kontrolle bezüglich der Beachtung der Gesetzgebungen im Bereich der beruflichen Umschulung oder Nachschulung, abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007, vorgenommen.

Die Sozialinspektion prüft mindestens, ob das Ausbildungszentrum über angemessene Fähigkeiten hinsichtlich der Qualifikation der Personalmitglieder und ihrer regelmäßigen Weiterbildung im Hinblick auf die Erfüllung ihrer Aufgaben verfügt.

Art. 24 - In Anwendung der Artikel 48 bis 51 und 53 der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross-Compliance prüft die Zahlstelle oder die Einrichtung, der sie einen Teil oder die Gesamtheit ihrer Kontrollaufgaben anvertraut, anhand von administrativen Kontrollen durch unangekündigte, vor Ort vorgenommene Kontrollbesuche, ob die kraft vorliegenden Erlasses vorgesehenen Bestimmungen eingehalten werden.

KAPITEL VI — *Strafmaßnahmen*

Art. 25 - In Anwendung von Artikel 60 der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 wird ein Ausbildungszentrum vom Vorteil der in Kapitel 4 Abschnitt 2 genannten Zuschüsse ausgenommen, wenn festgestellt wird, dass es die Voraussetzungen für seine Auswahl im Rahmen des Projektauftrags nach Artikel 14 künstlich geschaffen hat.

Art. 26 - Was die nicht mitfinanzierten Beihilfen betrifft, wenn das Ausbildungszentrum, der Praktikant oder der Lehrpraktiker die vom Gesetzbuch und vorliegendem Erlass vorgeschriebenen Verpflichtungen nicht beachtet, wird der Teil des Zuschusses, der ihm geschuldet wird, entsprechend der Schwere der Verletzung dieser Verpflichtungen und deren finanziellen Folgen verringert.

Was die mitfinanzierten Beihilfen betrifft, wird die Beihilfe in Anwendung von Artikel 35 der delegierten Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 insgesamt abgelehnt oder zurückgenommen, wenn ein schwerwiegender Verstoß vorliegt, oder wenn feststeht, dass der Begünstigte falsche Nachweise vorgelegt hat, um die Beihilfe zu erhalten, oder wenn er verabsäumt hat, die erforderlichen Informationen zu liefern. Darüber hinaus wird der Begünstigte im Kalenderjahr der Feststellung und in dem darauffolgenden Kalenderjahr von derselben Maßnahme oder Vorhabenart ausgeschlossen.

Der Minister kann genauer angeben, wie die Verringerung berechnet wird.

Art. 27 - Die Zuschüsse werden gemäß den Artikeln D.258 bis D.260 des Gesetzbuches beigetrieben.

Für die Zuschüsse, die vollständig zu Lasten der Wallonischen Region sind, und gemäß Artikel D.17 des Gesetzbuches verfügt der Landwirt über 45 Arbeitstage, um bei der Dienststelle eine Beschwerde einzureichen.

KAPITEL VII — *Fälle höherer Gewalt und außergewöhnliche Umstände*

Art. 28 - Gemäß Artikel 2 § 2 der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 vom 17. Dezember 2013 gelten als Fälle höherer Gewalt und außergewöhnliche Umstände:

1° der Tod der für das Ausbildungszentrum verantwortlichen Person, des Ausbilders oder des Lehrpraktikers;

2° die länger andauernde Berufsunfähigkeit des Ausbilders oder des Lehrpraktikers;

3° die kurzfristige, durch ein ärztliches Attest, das von einem Fachmediziner ausgestellt worden ist, begründete Unfähigkeit für den Teilnehmer bzw. Praktikanten, an den Ausbildungskursen oder am Praktikantenprogramm teilzunehmen;

4° eine schwere Naturkatastrophe, die den Betrieb des Lehrpraktikers oder die Organisation der Ausbildungslehrgänge erheblich in Mitleidenschaft zieht;

5° die unfallbedingte Zerstörung der Betriebsgebäude des Lehrpraktikers oder der Örtlichkeiten, wo die Ausbildung stattfindet;

6° die Enteignung des gesamten oder eines bedeutenden Teils des Betriebs des Lehrpraktikers oder der Örtlichkeiten, wo die Ausbildung stattfindet, insofern diese Enteignung am Tag des Anfangs des Praktikums nicht vorherzusehen war.

Der Minister kann weitere Fälle höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände bestimmen.

Wenn eine Ausbildung infolge eines Falls höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände nicht organisiert worden ist, dürfen das Ausbildungszentrum, der Praktikant und der Lehrpraktiker den Zuschuss bzw. die Pauschalvergütung in Verbindung mit dieser Ausbildung behalten, insofern sie die entsprechenden Nachweise vorlegen unter Einhaltung der Frist nach Artikel 4.2 delegierten Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungssanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross-Compliance.

KAPITEL VIII — *Schlussbestimmungen*

Art. 29 - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 zur Durchführung des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, 24. März 2010, 9. Juli 2015 und 8. Oktober 2015 wird ein Artikel 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 1/1 - Vorliegender Erlass ist ausschließlich auf die Ausbildung im Bereich der Bienenhaltung anwendbar.»

Art. 30 - In Abweichung von Artikel 29 unterliegen die Aktivitäten, die von den Ausbildungszentren und Amateurvereinigungen organisiert werden, die kraft des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 zur Durchführung des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft zugelassen sind, und vor dem 31. Dezember 2015 vom Minister genehmigt worden sind, weiterhin den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 zur Durchführung des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft.

In Abweichung von Artikel 29 unterliegen die Ausbildungen im Rahmen der Bienenhaltung, die kraft des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 zur Durchführung des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft zugelassen sind, und vor dem 31. Dezember 2015 vom Minister genehmigt worden sind, weiterhin den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 zur Durchführung des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft.

Die Praktikantenprogramme, die vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 zur Durchführung des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft durchgeführt worden sind, zählen im Rahmen vorliegenden Erlasses für eine Höchstdauer von sechzig Tagen pro Praktikanten.

Art. 31 - Der vorliegende Erlass gewährleistet die Beachtung der Bestimmungen von Artikel 1, 3 bis 10, 12, 13 und 21 der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union.

Art. 32 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 33 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. Januar 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/200646]

28 JANUARI 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende beroepsopleiding in de landbouw

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikelen D.4, D.11, D.13, D.14, D.101 tot D.104, D.107, D. 108, D.109, § 3, D.110, D.113, D.114, D.241, D. 242 en D.243;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 ter uitvoering van het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 juli 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 juli 2015;

Gelet op het rapport van 24 september 2015, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke regeringen en de federale overheid op 16 juli 2015;

Gelet op het advies 58.230/4 van de Raad van State, gegeven op 21 oktober 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 juli 2013 houdende validatie van de programma's van de basisopleiding die toegang geeft tot de fyto-licenties "Assistent professioneel gebruik", "Professioneel gebruik", "Distributie/Voorlichting" en "Distributie/voorlichting producten voor niet-professioneel gebruik - NP";

Gelet op het advies van de Commissie voor de Landbouwopleiding nr. 5, gegeven op 27 augustus 2015,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Overeenkomstig artikel 4, 3^o, van het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt, regelt dit besluit overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127 van de Grondwet.

In afwijking van het eerste lid zijn de bepalingen betreffende de organisatie en de subsidiëring van de cursussen fyto-licenties van toepassing op het hele grondgebied van het Waalse Gewest.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o het opleidingscentrum: het beroepsopleidingscentrum dat de opleidingen bedoeld in de artikelen 4 en 7 organiseert;

2^o het Wetboek : het Waals landbouwwetboek;

3^o de sociale inspectie : de Directie Sociale Inspectie van het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

4° de Minister : de Minister bevoegd voor Landbouw;

5° de deelnemer : de persoon bedoeld in artikel D.98 van het Wetboek;

6° het Waals programma voor plattelandontwikkeling : het programma voor plattelandontwikkeling in de zin van artikel 6 van Verordening (EU) nr. 1305/2013;

7° de Dienst : de Directie Beroepsopleiding van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst, zoals bedoeld in artikel D.96 van het Wetboek;

8° de vervangdienst voor de landbouwer : de vervangdienst bedoeld in artikel D.3, 33°, van het Wetboek;

9° Verordening nr. 1305/2013 : Verordening (EU) nr.1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

10° Verordening nr. 1306/2013 : Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. n°352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en (EG) nr.485/2008 van de Raad.

De in het eerste lid bedoelde begripsomschrijvingen kunnen door de Minister bepaald worden.

HOOFDSTUK II. — *Inhoud en einde van de opleidingen*

Afdeling 1. — Inhoud van de opleidingen

Art. 3. Overeenkomstig de artikelen D.99, §§ 1 en 2, en D.102 van het Wetboek organiseert het opleidingscentrum opleidingen inzake landbouw en bosbouw met uitzondering van de bijeenteelt.

Art. 4. § 1. De cursussen landbouwtechnieken die bedoeld zijn in artikel D.99, § 1, eerste lid, 1°, van het Wetboek beogen het vergaren, door de organisatie van theoretische en praktische cursussen, van kennis en vaardigheden inzake landbouwtechnieken, die een sokkel van basiskennis voor de uitoefening van een landbouwactiviteit vormen.

De Minister bepaalt de opleidingsgebieden die nodig zijn voor het vergaren van de in het eerste lid bedoelde kennis en vaardigheden.

§ 2. De cursussen beheer en landbouweconomie bedoeld in artikel D.99, § 1, eerste lid, 2°, van het Wetboek beogen het vergaren, door de organisatie van theoretische cursussen en, in voorkomend geval, van praktische cursussen, van kennis en vaardigheden inzake recht, beheer en landbouweconomie.

§ 3. De in artikel D. 102 van het Wetboek bedoelde bijscholingscursussen beogen de ontwikkeling en de diepere kennis, door de organisatie van theoretische of praktische cursussen, van kennis en vaardigheden opgedaan in het kader van de basislandbouw- of beheercursussen.

§ 4. De in de §§ 1 en 2 bedoelde cursussen alsook de in artikel 9 bedoelde stages worden door elk centrum dat de door de Minister bepaalde bijzondere voorwaarden vervult, georganiseerd.

De Minister bepaalt het doel van de in de §§ 2 en 3 bedoelde cursussen met inachtneming van het Waals programma voor plattelandontwikkeling zoals aangenomen op 20 juli 2015 door de Europese Commissie en op 23 juli 2015 door de Waalse Regering.

§ 5. De Minister bepaalt de minimale en de maximale duur van de in de §§ 1 tot 3 bedoelde opleidingsprogramma's als ook het minimaal aantal gepresteerde uren per dag.

Art. 5. Om tot de cursussen beheer en landbouweconomie toegelaten te worden, moet de deelnemer ofwel :

1° de cursussen landbouwtechnieken of gelijkwaardige cursussen gevolgd hebben en daarvoor geslaagd zijn;

2° minstens over een titel, een getuigschrift of een diploma met landbouwdoeleinden afgeleverd in het kader van het gewoon onderwijs of het alternierend onderwijs of een gelijkwaardig onderwijs beschikken;

3° één of meerdere gecumuleerde afdoende ervaringen van drie jaar hebben in de landbouw vóór de opleiding ofwel als :

a) landbouwbedrijfshoofd in hoofd- of bijkomend beroep voor een minimale duur van negenhonderd uur over twaalf maanden;

b) als helper of als meewerkende echtgeno(o)t(e) van de in a) bedoelde exploitant voor zover de helper of de meewerkende echtgeno(o)t(e) over dit statuut beschikt;

c) als werknemer of bediende als voltijds equivalent.

De Minister of zijn afgevaardigde spreekt zich over de in het eerste lid, 1° en 2° bedoelde gelijkwaardigheden ten opzichte van de inhoud van de opleiding en de vaardigheden opgedaan aan het einde van betrokken opleiding uit.

De Minister bepaalt de in het eerste lid, 2°, bedoelde diploma's en de documenten waarin de afdoende ervaring bedoeld in het eerste lid, 3°, wordt bewezen.

Art. 6. De Minister bepaalt een minimaal aantal ingeschrevenen voor de in artikel 4, §§ 1 tot 3, bedoelde opleidingen alsook een minimaal aantal deelnemers aan de examens.

De Minister kan voor de in het eerste lid bedoelde opleidingen een minimaal aantal deelnemers per opleiding bepalen, die in aanmerking komen voor de cofinanciering FEADER.

Een vermindering van het bedrag van de krachtens dit besluit toegekende steun wordt door de dienst toegepast naar rata van het aantal ontbrekende deelnemers ten opzichte van het minimaal aantal ingeschrevenen voor de opleidingen dat krachtens het eerste lid door de Minister is bepaald.

Art. 7. Met het oog op het verzekeren van de goede organisatie van de in artikel D.99, § 2, 1°, van het Wetboek bedoelde afstandscursussen kan de Minister in organisationele modaliteiten en bijkomende verplichtingen uit hoofde van de opleidingscentra voorzien. Hij kan het percentage opleidingsuren die de deelnemer in de vorm van een contactopleiding volgt, de verplichting om een register van de werken verricht door de deelnemers te houden alsook de opvolgstermijnen voor de werken van de deelnemers bepalen.

De inhoud van de afstandscursussen wordt onderworpen aan de goedkeuring van de dienst.

Afdeling 2. — Examen, evaluatie, attest en getuigschrift

Art. 8. § 1. De cursussen landbouwtechnieken en de cursussenbeheer en landbouweconomie worden door het slagen voor een aan het einde van de opleiding georganiseerd examen afgesloten.

Om de resultaten van het examen te valideren volgt de deelnemer de cursussen tegen een ratio van minstens 80 % van de uren van de volledige cyclus.

De Minister kan van dit percentage afwijken in de gevallen van overmacht of buitengewone omstandigheid.

Indien de deelnemer voor het examen slaagt, krijgt hij een getuigschrift getekend door Minister of zijn afgevaardigde.

De bijscholingscursussen worden in verhouding tot de duur van de cursussen zoals voorgesteld door het opleidingscentrum in het kader van de projectenoproep geëvalueerd. De evaluatie leeft het vergaren van de kennis en vaardigheden van de deelnemer na. Bij welslagen krijgt de deelnemer een attest m.b.t. het vergaren van kennis en vaardigheden dat door het opleidingscentrum getekend wordt.

§ 2. Om zijn opdracht in het kader van dit besluit uit te oefenen kan de verantwoordelijke van de dienst de examens bijwonen.

De Minister bepaalt het model van het attest en van het getuigschrift.

HOOFDSTUK III. — *Stage*

Art. 9. In het kader van de basisopleiding bedoeld in artikel D.99, § 1, van het Wetboek organiseert het opleidingscentrum dat de in artikel 4, § 4, bedoelde voorwaarden vervult, de stage.

Dankzij de stage :

1° wordt de stagiair blootgesteld aan sociale en culturele contexten die verschillend zijn van zijn omgeving;

2° beschikt de stagiair over een globale aanpak van een landbouwbedrijf;

3° kan de stagiair via een reële werksituatie beroepskennis en -vaardigheden gebonden aan de uitoefening van het beroep landbouwer vergaren en ontwikkelen;

4° kan de stagiair die zich als landbouwer wil vestigen :

a) vaardigheden gebonden aan het beroep van verantwoordelijke van een landbouwbedrijf vergaren;

b) zijn vestigingsproject voorbereiden en de opmaking van zijn ondernemingsplan bedoeld in artikel 19, § 4, van Verordening (EU) nr.1305/2013 vergemakkelijken.

Art. 10. De volgende personen worden tot de stage toegelaten :

1° de houder van een titel, een getuigschrift of een diploma met landbouwdoeleinden bedoeld in artikel 5, eerste lid, 2°, of de gelijkwaardige documenten;

2° de houder van het attest afgegeven aan het einde van de cursussen beheer en landbouweconomie of de houder die uiterlijk voor het einde van de stage erover of over het gelijkwaardige attest zal beschikken;

3° de persoon die beschikt over een afdoende ervaring bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3°, of de persoon die uiterlijk voor het einde van de stage erover zal beschikken.

De Minister of zijn afgevaardigde spreekt zich over de in het eerste lid, 1° en 2° bedoelde gelijkwaardigheden ten opzichte van de inhoud van de opleiding en de vaardigheden opgedaan aan het einde van betrokken opleiding uit.

Art. 11. § 1. De Minister bepaalt de duur van de stage alsook het minimaal aantal uren die de stagiair per dag presteert.

De stage kan gedeeltelijk in een erkend vervangdienst en in het kader van een erkende schoolopleiding verricht worden. Bedoelde stage kan gedeeltelijk in een onderneming of een instelling in contact met de landbouwsector alsook geheel of gedeeltelijk in het buitenland worden verricht.

§ 2. De Minister bepaalt de modaliteiten betreffende de valorisatie van de in § 1 bedoelde prestaties en kan een maximale valorisatieperiode voor de prestaties in eenzelfde stageplaats bepalen.

De valorisatie van de prestaties wordt door elk bewijsstuk, met inbegrip van een verklaring op erewoord, dat door zijn uitgever wordt gedateerd en getekend, bewezen.

Art. 12. Overeenkomstig artikel D.101, eerste lid, 5°, van het Wetboek vervult het opleidingscentrum de volgende taken :

2° het verzekert het zoeken naar of de hulp voor het zoeken naar een stagebegeleider in een landbouwbedrijf, een onderneming of een instelling in contact met de landbouwsector;

2° het informeert en adviseert de stagiairs om individuele doestellingen in samenhang met de in artikel 9 bedoelde doelstellingen vast te stellen;

3° het stelt een overeenkomst, waarvan het model door de Minister wordt bepaald, tussen de stagiair, de stagebegeleider, de onderneming of de instelling in contact met de landbouwsector en het opleidingscentrum vast;

4° het leeft het bestaan van een verzekeringscontract tegen ongevallen na, die gedurende de stage en op de weg naar de stageplaats voorkomen, dat met name elk ongeval veroorzaakt of gedragen door de stagiair dekt en dat bij ongevallen dezelfde voordelen biedt als die bedoeld in de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen en;

5° het verzekert de individuele opvolging van de stagiair en de evaluatie van de stage.

De in het eerste lid, 3°, bedoelde overeenkomst bepaalt minstens de rechten en verplichtingen van elke van de partijen bij de overeenkomst, de doelstellingen van de stage, de duur en de wekelijkse tempo van de stage, de beschrijving van elke functie uitgeoefend door de stagiair, de plaats(en) van de prestaties en de modaliteiten voor de evaluatie van de stage.

Art. 13. Het rapport van de stagiair en het evaluatierapport van de stagebegeleider, waarvan de modellen door de Minister worden bepaald, bekrachtigen het einde van de stage.

Wanneer de stage bij meerdere stagebegeleiders wordt uitgeoefend, maakt ieder onder hen een evaluatierapport op.

Het evaluatierapport heeft minstens betrekking op het al dan niet bereiken van de doelstellingen van de stagiair die in de stageovereenkomst worden bepaald.

Volgens de door de Minister bepaalde modellen maakt het opleidingscentrum de volgende documenten aan de stagiair :

1° een evaluatierapport over het verloop van de stage;

2° een attest over de uitvoering van de stage mits voorafgaandelijke goedkeuring van de dienst.

Het opleidingscentrum maakt het stageattest in twee exemplaren op, waarvan één aan de stagiair wordt overgemaakt.

Een stagebegeleider neemt niet meerdere stagiairs op dezelfde dag tegelijk ten laste.

HOOFDSTUK IV. — *Financiering*

Afdeling 1. — Voorwaarden voor de toekenning van toelagen

Art. 14. § 1. Binnen de beschikbare begrotingskredieten dient de Minister minstens één projectenoproep per jaar in met inachtneming van het Waals programma voor plattelandsontwikkeling om de opleidingsactiviteiten te kiezen, waarbij de in artikel D.97 van het Wetboek bedoelde doelstellingen kunnen worden vervuld.

In geval van specifieke en dringende behoefte aan opleidingen na het in het eerste lid bedoelde lanceren van de projectenoproep in verband met de in artikel D.97 van het Wetboek bedoelde doelstellingen van de opleiding kan de Minister een specifieke projectenoproep binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten lanceren.

§ 2. Wanneer het project op grond van het Waals programma voor plattelandsontwikkeling wordt gefinancierd, wordt de selectie van de projecten verricht als volgt:

1° door de verificatie van de naleving van de toelaatbaarheidsvoorwaarden m.b.t. de materiële, menselijke en financiële middelen waarover het opleidingscentrum beschikt en die nodig zijn voor zijn leefbaarheid en de goede werking van de opleidingen alsook het administratieve, financiële beheer en het beheer van human resources van het opleidingscentrum.

2° door de verificatie van de relevantie van de opleidingen ten opzichte van de in artikel D.97 van het Wetboek bedoelde doelstellingen en van de op het grondgebied geïdentificeerde behoeften aan opleiding alsook van de pedagogische kwaliteit van de opleidingen, met inbegrip van de inhoud van de opleidingen, de pedagogische methoden en de vaardigheid van de opleiders en stagebegeleiders.

§ 3. Wanneer de financiering van het project volledig ten laste is van de begroting van het Waalse Gewest :

1° bepaalt de Minister de toelaatbaarheidsvoorwaarden en de selectiecriteria bedoeld in § 2, 1° en 2°;

2° bestaat het selectiecomité belast met de selectie van de projecten uit vertegenwoordigers van de Minister, van de betrokken administraties, het "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Waals Centrum Landbouwkundig Onderzoek) en van het College van Producenten bedoeld in de artikelen D.70 tot D.75 van het Wetboek.

Geen enkel lid zetelt binnen het selectiecomité indien zijn persoonlijke belangen of die van de instelling die het vertegenwoordigt, in concurrentie zouden staan met de opdracht van het selectiecomité.

Het in het eerste lid bedoelde selectiecomité kan deskundigen van zijn keuze uitnodigen om als adviseur deel te nemen aan zijn werkzaamheden en kan het advies van elke andere onafhankelijke natuurlijke of rechtspersoon inwinnen.

Wanneer de projecten het voorwerp uitmaken van een Europese cofinanciering:

1° bepaalt de Minister de toelaatbaarheidsvoorwaarden en de selectiecriteria na advies van het opvolgingscomité overeenkomstig het Waals programma voor plattelandsontwikkeling en artikel D.243 van het Wetboek;

2° is het selectiecomité belast met de selectie van de projecten het comité ingesteld in het kader van het Waals programma voor plattelandsontwikkeling.

§ 4. Naast de naleving van de toelaatbaarheidsvoorwaarden vervult het in artikel D.106 van het Wetboek bedoelde opleidingscentrum de volgende voorwaarden:

1° het bewijst dat het volgens het geval, ofwel in zijn taalgebied, ofwel in zijn land, voorwaarden vervult die gelijkwaardig zijn aan die bedoeld in § 2;

2° het heeft minstens een exploitatiezetel gelegen op het grondgebied van het Franse taalgebied die opleidingsactiviteiten beschreven in dit besluit organiseert.

§ 5. In het kader van de selectie van projecten voldoen de opleiders aan de voorwaarden van diploma's of gelijkwaardige titels, in voorkomend geval, van afdoende ervaring, zoals bepaald door de Minister en gebonden aan het voorwerp van de opleiding. De Minister bepaalt de afdoende ervaring.

De stagebegeleiders voldoen aan de voorwaarden die door de Minister zijn bepaald en die minstens verzekeren dat de stagebegeleider bevoegd is voor de technische opleiding van het beroep. In geval van stage geheel of gedeeltelijk in het buitenland zijn de voorwaarden waaraan de stagebegeleider voldoet, minstens gelijkwaardig aan bovenvermelde voorwaarden.

In geval van onvoldoende kandidaturen om te voldoen aan de behoeften aan opleiding kan de Minister, op behoorlijk met redenen omkleed verzoek van het opleidingscentrum, afwijken van de in het eerste lid bedoelde voorwaarden. In dit geval verzoekt het opleidingscentrum het betrokken personeelslid om binnen het jaar volgend op zijn indiensttreding de opleidingen te volgen die nodig zijn voor het vergaren van kennis en vaardigheden vereist om de opleiding te verzekeren.

Het centrum zorgt ervoor om over opleiders en stagebegeleiders te beschikken die voldoen aan de voorwaarden bepaald in het kader van de projectenoproep om het verloop van de opleidingen en van de stages tijdens de projectenoproep waarvoor het gekozen is, te verzekeren.

§ 6. Alleen de dossiers van de opleidingscentra die gunstig hebben voldaan aan de toelaatbaarheidsvoorwaarden worden onderzocht voor de naleving van de in § 2, 2°, bedoelde voorwaarden.

Het toelaatbare centrum kan dossiers in het kader van projectoproepen die binnen twee kalenderjaar volgend op de beslissing gelanceerd zijn, volgens een door de Minister bepaalde vereenvoudigde procedure indienen. Deze vereenvoudigde procedure verzekert jaarlijks dat het opleidingscentrum de toelaatbaarheidsvoorwaarden naleeft.

De dienst gaat na of de selectiecriteria worden nageleefd en voert een indeling van de projecten gekozen op basis van het advies van het selectiecomité uit.

De Minister bepaalt de selectieprocedure en de lijst van de begunstigden van de toelagen met inachtneming van het Waals programma voor plattelandsontwikkeling en op basis van de door de dienst bepaalde indeling.

Art. 15. De Minister bepaalt de modaliteiten van de organisatie van de projectenoproepen.

De Minister bepaalt de data voor het lanceren van de projectenoproepen met inachtneming van de beschikbare begrotingen.

De projectenoproep wordt bekendgemaakt op het portaal van de website van de dienst.

De Minister bepaalt de data voor de indiening van de dossiers na het lanceren van de projectenoproepen.

Hij kiest de in artikel 14 bedoelde projecten binnen vier maanden na het lanceren van de projectenoproep.

De Minister kan de in artikel 14, § 2, bedoelde selectieprocedures aanvullen en louter procedurele bijkomende voorwaarden bij de projectenoproep toevoegen. Hij is ook bevoegd om de lijst van de bij die aanvragen te voegen documenten met inachtneming van de Europese wetgeving aan te vullen.

De Minister kan voorzien in specifieke bepalingen voor de tijdens het kalenderjaar 2016 georganiseerde opleidingen.

Art. 16. § 1. Komt niet in aanmerking voor de toelagen :

1° de natuurlijke of rechtspersoon die via zijn beroepsopleidingsactiviteit publicitaire of commerciële doeleinden heeft;

2° de opleidingsactiviteit die reeds door een openbare overheid gesubsidieerd wordt.

Wat betreft het eerste lid, 2°, kan het opleidingscentrum waarvan het project gekozen is, toelagen genieten voor het saldo van de financiering van zijn project, indien andere openbare toelagen de financiering van de activiteit gedeeltelijk dekken.

§ 2. Het opleidingscentrum kan een deelname in de kosten ten laste van de deelnemers verlangen voor zover de organisatie van de opleiding geen aanleiding geeft tot winsten uit hoofde van het opleidingscentrum. De deelname aan de kosten dekt een redelijk en evenredig gedeelte van de algemene kosten die voortvloeien uit zijn opleidingsactiviteit en die niet gedekt zijn door toelagen.

Afdeling 2. — Toekenningsmodaliteiten van de toelagen

Art. 17. Het in het kader van de projectenoproep gekozen opleidingscentrum geniet toelagen waarvan de bedragen binnen de perken bedoeld in deze afdeling vastgesteld worden.

Art. 18. Overeenkomstig artikel D.256 van het Wetboek zorgt de dienst voor het beheer en de administratieve en financiële controle van de dossiers met inbegrip van de vaststelling van de onrechtmatige betalingen.

De Dienst wordt belast met de betaling van de toelagen met uitzondering van het gedeelte gefinancierd door de FEADER waarvan het betaalorgaan voor de betaling zorgt.

Art. 19. De aan de beroepsopleidingscentra toegekende toelagen worden beperkt als volgt :

1° voor elk centrum dat aan de in artikel 4, § 4, eerste lid, bedoelde voorwaarden voldoet :

a) 90,00 euro per uur theoretische cursus;

a) 110,00 euro per uur praktische cursus;

2° voor elk centrum dat aan de in artikel 4, § 4, eerste lid, bedoelde voorwaarden voldoet :

a) 75,00 euro per uur theoretische cursus;

a) 100,00 euro per uur praktische cursus.

De in het eerste lid bedoelde toelagen dekken alle kosten gebonden aan de activiteiten met inbegrip, in voorkomend geval, van de bezoldigingen, ereloon en vergoedingen van de opleider, de organisatiekosten ten laste van het opleidingscentrum en de werkingkosten met inbegrip van de uren bestemd voor het examen.

De in het eerste lid bedoelde toelagen dekken de uren bestemd voor het examen van de cursussen fyto-licentie niet.

Art. 20. § 1. De toelagen toegekend aan de opleidingscentra voor de organisatie van stages overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 4 worden bepaald op 500,00 euro per stagiair voor een minimale stageduur van twintig dagen en een maximale stageduur van zestig dagen.

§ 2. De stagiair krijgt een forfaitaire vergoeding van 8,00 euro voor een minimale stageduur van twintig dagen en een maximale stageduur van zestig dagen.

De stagebegeleider krijgt een forfaitaire vergoeding van 8 euro per gepresteerde dag. Indien de stage bij meerdere stagebegeleiders wordt uitgeoefend wordt de vergoeding verdeeld tussen de stagebegeleiders naar verhouding tot de duur van de periode waarin de stagiair stage loopt.

§ 3. Naar gelang van de beschikbare begrotingen kan de Minister in januari van elk jaar het bedrag van de plafonds van de toelagen en vergoedingen op grond van de gezondheidsindex 2013 indexeren door de in de §§ 1 en 2 en in artikel 19 bedoelde bedragen te vermenvuldigen met de gezondheidsindex van december van het vorige jaar gedeeld door de gezondheidsindex van december van het jaar 2015.

Afdeling 3. — Betaling van de toelagen

Art. 21. De bezoldigingen, ereloon, toelagen en vergoedingen die krachtens hoofdstuk 4 worden toegekend, worden volledig aan de opleidingscentra gestort.

De opleidingscentra zijn verantwoordelijk voor de verdeling tussen de verschillende rechthebbenden en begunstigden.

Der Minister bepaalt de uitgaven die als kosten bedoeld in artikel 19, tweede lid, in aanmerking komen, de modaliteiten voor de toekenning en de uitbetaling van de toelagen aan de opleidingscentra alsook de modaliteiten voor de indiening van de schuldverklaringsverklaringen.

Art. 22. Het beroepsopleidingscentrum maakt uiterlijk op 31 maart van elk jaar een verslag, waarvan het model door de Minister wordt bepaald, over de opleidingsprogramma's die gedurende het afgelopen schooljaar zijn gegeven, aan de dienst over.

De Minister kan bijkomende inlichtingen aan de opleidingscentra vragen om de behoefte aan opleiding op het grondgebied te identificeren.

HOOFDSTUK V. — Controle

Art. 23. Overeenkomstig artikel D.393 van het Wetboek worden de controle en het toezicht van titel 4, hoofdstuk 2, van het Wetboek en van dit besluit, uitgeoefend overeenkomstig het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende de omscholing en de bijscholing en van andere decreten met een gelijksoortig doel, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007.

De sociale inspectie gaat minstens na of het opleidingscentrum over de aangepaste capaciteiten in termen van kwalificaties van het personeel en van regelmatige opleiding beschikt om zijn opdracht tot een goede einde te brengen.

Art. 24. Overeenkomstig de artikelen 48 tot 51 en 53 van Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandsontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden gaat het betaalorgaan of de instelling waaraan het zijn controleopdrachten geheel of gedeeltelijk overdraagt, via een administratieve steekproefcontrole ter plaatse na of de in dit besluit bedoelde bepalingen nageleefd worden.

HOOFDSTUK VI. — Sancties

Art. 25. Overeenkomstig artikel 60 van Verordening (EU) nr. 1306/2013 komt een opleidingscentrum van wie is komen vast te staan dat het de voorwaarden vereist voor zijn selectie in het kader van de in artikel 4 bedoelde projectoproep kunstmatig heeft gecreëerd, niet in aanmerking voor de toelagen bedoeld in hoofdstuk 4, afdeling 2.

Art. 26. Voor de niet-gecofinancierde steun en wanneer het opleidingscentrum, de stagiair of de stagebegeleider zijn verplichtingen bedoeld in het Wetboek of in dit besluit niet naleeft, wordt het deel van de hem verschuldigde toelage verminderd naar verhouding van de ernst van de niet-naleving van die verplichtingen en van de financiële gevolgen van de onregelmatigheid.

Voor de overeenkomstig artikel 35 van verordening nr. 640/2014 van de Commissie tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 gefinancierde steun wordt de bijstand geweigerd of volledig ingetrokken in geval van ernstige niet-conformiteit of wanneer vast komt te staan dat de landbouwer valse informatie heeft verstrekt om bijstand te ontvangen, of verzuimd heeft de nodige informatie te verstrekken. Overigens wordt de begunstigde voor het kalenderjaar van de bevinding en het daaropvolgende kalenderjaar uit een gelijke maatregel of een gelijk soort verrichtingen uitgesloten.

De Minister bepaalt de berekeningswijze van de vermindering.

Art. 27. De invordering van de toelagen wordt overeenkomstig de artikelen D.258 tot D.260 van het Wetboek uitgevoerd.

Overeenkomstig artikel D.17 van het Wetboek beschikt de landbouwer over 45 werkdagen om een beroep bij de dienst in te dienen voor de toelagen die volledig ten laste zijn van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK VII. — Gevallen van overmacht en uitzonderlijke omstandigheden

Art. 28. Overeenkomstig artikel 2, § 2, van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van 17 december 2013 worden erkend als geval van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden :

- 1° het overlijden van de verantwoordelijke van het opleidingscentrum, van de opleider of van de stagebegeleider;
- 2° de langdurige arbeidsongeschiktheid van de opleider en van de stagebegeleider;
- 3° de kortdurende ongeschiktheid voor de deelnemer of de stagiair om de opleidingscursussen of de stage bij te wonen; die ongeschiktheid wordt door een medisch getuigschrift afgeleverd door een geneesheer-specialist bevestigd;
- 4° een ernstige natuurramp die het bedrijf van de stagebegeleider of de organisatie van de opleidingen zwaar treft;
- 5° de vernietiging door een ongeluk van de gebouwen van het bedrijf van de stagebegeleider of van de plaats waarin de opleiding plaatsvindt;
- 6° de onteigening van het volledige bedrijf of een groot deel van het bedrijf van de stagebegeleider of van de plaats waarin de opleidingen plaatsvinden, voor zover deze onteigening op de dag van begin van de stage niet was te voorzien.

De Minister kan andere gevallen van overmacht of buitengewone omstandigheid bepalen.

Indien een opleiding niet georganiseerd is wegens een geval van overmacht of van buitengewone omstandigheden behouden het opleidingscentrum, de stagiair en de stagebegeleider respectievelijk de toelage of de forfaitaire vergoeding gebonden aan die opleiding voor zover ze de desbetreffende bewijzen leveren binnen de termijn bedoeld in artikel 4, 2., van Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandsontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 29. In het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 ter uitvoering van het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 maart 2009, 24 maart 2010, 9 juli 2015 en 8 oktober 2015 wordt een artikel 1/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 1/1. Dit besluit is uitsluitend van toepassing op de bijenopleiding. »

Art. 30. In afwijking van artikel 29 blijven de activiteiten georganiseerd door de opleidingscentra en de verenigingen van erkende liefhebbers krachtens het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 ter uitvoering van het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw, en goedgekeurd door de Minister vóór 31 december 2015, onderworpen aan de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 ter uitvoering van het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw.

In afwijking van artikel 29 blijven de opleidingen georganiseerd in het kader van de bijenteelt krachtens het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 ter uitvoering van het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw en goedgekeurd door de Minister vóór 31 december 2015 onderworpen aan de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 ter uitvoering van het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw.

De stages die overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 ter uitvoering van het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw voor de inwerkingtreding van dit besluit worden verricht, worden in het kader van dit besluit gevaloriseerd voor een maximale duur van zestig dagen per stagiair.

Art. 31. Dit besluit waarborgt de naleving van de bepalingen van de artikelen 1, 3 tot 10, 12, 13 en 21 van Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

Art. 32. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 33. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 januari 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

 SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/200581]

26 JANVIER 2016. — Arrêté ministériel remplaçant l'annexe 1^{re} et l'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 relatif aux catalogues des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes et abrogeant certaines dispositions en la matière

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, l'article D.4 et l'article D.134, 9°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 relatif aux catalogues des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes et abrogeant certaines dispositions en la matière, l'article 10, § 4;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 17 septembre 2015, approuvée le 13 octobre 2015;

Vu l'avis 58.699 /4 du Conseil d'Etat, donné le 13 janvier 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la Directive d'exécution (UE) 2015/1168 de la Commission du 15 juillet 2015 modifiant les Directives 2003/90/CE et 2003/91/CE établissant des modalités d'application des articles 7 des Directives du Conseil 2002/53/CE et 2002/55/CE en ce qui concerne les caractères minimaux à prendre en compte et les conditions minimales à remplir lors de l'examen de certaines variétés d'espèces de plantes agricoles et de légumes.

Art. 2. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 relatif aux catalogues des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes et abrogeant certaines dispositions en la matière, l'annexe 1^{re} est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 3. Dans le même arrêté, l'annexe 2 est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté s'applique aux essais en cours au moment de son entrée en vigueur.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2016.

Namur, le 26 janvier 2016.

R. COLLIN